

1576^e séance

Mardi 4 décembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1576

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (suite) [A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1323/Rev.1, A/C.2/L.1329]

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Réduction de l'écart croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement (suite)

1. M. SEARWAR (Guyane) présente le texte révisé (A/C.2/L.1323/Rev.1) du projet de résolution relatif à la coopération économique entre pays en voie de développement. A propos du paragraphe 2 du dispositif, il annonce que les auteurs, après consultation, ont jugé qu'il n'était pas nécessaire de rouvrir la question de l'accès à la mer pour les pays en voie de développement sans littoral, celle-ci ayant été réglée dans un projet de résolution adopté récemment par la Commission, et ils ont estimé qu'il suffisait de parler des "problèmes de ces pays".

2. Le paragraphe 6 a été ajouté à la suite de l'intervention de la délégation argentine. Les auteurs, en consultation avec le représentant de l'Argentine et avec le secrétariat du Comité de la planification du développement, ont décidé depuis d'ajouter les mots "notamment de la coopération scientifique et technique" après les mots "pays en voie de développement". Sur la suggestion du secrétariat du Comité de la planification du développement, les auteurs ont décidé de remplacer les mots "présenter un" par le mot "faire" et les mots "pour qu'il l'examine" par "pour qu'il examine la question". De cette façon, le Comité ne sera pas tenu de présenter un document séparé, mais pourra traiter la question dans le cadre de son rapport normal.

3. Certaines délégations avaient formulé des réserves à propos du libellé des alinéas *b*, *d* et *e* du paragraphe 1. Malheureusement, les auteurs n'ont pas été en mesure d'accepter les modifications proposées et ces alinéas demeurent donc inchangés. Le représentant de la Guyane souligne toutefois que le libellé de l'alinéa *e* ne va pas au-delà de ce qui est généralement admis par la communauté internationale et qu'il ne paraît donc pas nécessaire de le changer. D'autre part, le texte de l'alinéa *d* est repris, à quelques exceptions mineures près, de celui du paragraphe 46 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329). Ce texte avait d'abord été élaboré par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et a été accepté sans opinion dissidente et sans réserve, par le Groupe de travail. Enfin, en ce qui concerne l'alinéa *b*, l'intention des auteurs n'est pas que les arrangements commerciaux préférentiels prévus dans le paragraphe 1 aillent à l'encontre d'accords internationaux existants et cet alinéa n'est pas dirigé contre un pays ou un groupe de

pays; comme le montrent les termes utilisés, le texte a un ton défensif et non offensif.

4. Le représentant de la Guyane souligne que les mesures prévues dans le projet de résolution constituent, pour les pays en voie de développement, une question de vie ou de mort. Ce texte, qui vise en fin de compte à atténuer la division du monde en un Nord développé et un Sud pauvre, mérite de recevoir un large appui et il faut donc espérer qu'il sera adopté sans être mis aux voix.

5. M. RATSIMBAZAFY (Madagascar) dit que le principe d'une coopération économique entre pays en voie de développement est largement admis par la communauté internationale, ainsi que par les groupements de pays ayant la même situation économique et les mêmes problèmes de développement. La Déclaration économique¹ adoptée lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger, confirme la valeur de cette coopération et affirme que la responsabilité du développement de ces pays leur incombe au premier chef. Pour sa part, Madagascar, pays en voie de développement et pays non aligné, met sa foi dans la coopération entre pays en voie de développement pour assurer le succès du développement.

6. Le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 porte sur les domaines essentiels de cette coopération. Les paragraphes 3 et 4 invitent à juste titre les pays développés et les institutions spécialisées à appuyer les efforts des pays en voie de développement, qui, sans cette assistance, ne sauraient obtenir les résultats escomptés.

7. La délégation malgache, participant à l'esprit qui anime le projet de résolution, a demandé à se joindre aux auteurs du projet et espère que celui-ci sera adopté par consensus.

8. M. MOHAMMED (Nigéria) dit qu'on ne saurait surestimer l'importance du projet de résolution. Au nombre des mesures nécessaires pour réaliser les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'application des paragraphes 39 et 40 de la Stratégie internationale du développement, relatifs à une coopération économique régionale, est l'une des plus utiles. L'intensification de la coopération régionale et sous-régionale est l'un des instruments dont les pays en voie de développement disposent pour modifier les relations économiques mondiales et le déséquilibre qui leur est propre. Toutefois, le représentant du Nigéria souligne que chaque région doit décider elle-même de la forme de coopération la plus appropriée et, ce faisant, ne pas hésiter à essayer de nouvelles méthodes.

9. Le représentant du Nigéria souligne les avantages que présente une coopération économique. Dans le domaine du commerce et des transports, une

¹ Voir A/9330, p. 77.

coopération est d'autant plus souhaitable qu'elle permet de jeter les bases du développement d'autres secteurs. Une coopération sous forme d'échange d'experts aide les pays en voie de développement à atténuer l'exode des compétences. D'autre part, la nécessité où se trouvent les pays en voie de développement de diversifier leur production est sans aucun doute la raison la meilleure qu'ils ont d'intensifier leur coopération. En effet, il convient de changer la structure des échanges internationaux dans laquelle les pays en voie de développement occupent une place défavorisée. Pour ce faire, il leur faut rationaliser leur production et éviter que trop de pays ne manufacturent les mêmes produits. Enfin, en ce qui concerne la question des produits synthétiques, une coopération entre pays en voie de développement devrait permettre d'accroître le marché des produits naturels, ce qui contribuerait à augmenter la stabilité économique.

10. Les efforts des pays en voie de développement ne peuvent réussir sans l'appui de la communauté internationale; la délégation nigériane espère donc que le projet de résolution sera adopté sans être mis aux voix.

11. M. BRITO (Brésil) souligne que le projet de résolution met en valeur un aspect très important de la coopération économique, à savoir la coopération entre pays en voie de développement, tant il est vrai que les objectifs du développement ne sauraient être atteints que si les pays en voie de développement ont recours à toutes les méthodes possibles pour appuyer leurs propres efforts.

12. Comme l'a déjà fait observer le représentant du Nigéria, il importe de tenir compte des caractéristiques propres à chaque région en déterminant la forme de coopération qui convient; certaines régions ont déjà mis en place un mécanisme d'intégration ou de coopération.

13. Enfin, à propos des paragraphes 4, 5 et 6 du projet à l'examen, le représentant du Brésil espère que le Secrétaire général et le Comité de la planification du développement tiendront pleinement compte des travaux déjà réalisés par la CNUCED. En conclusion, il souligne que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution.

14. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) dit que, conformément à la Stratégie internationale du développement, la coopération régionale, sous-régionale et interrégionale est l'un des meilleurs moyens de promouvoir le développement. Le principe de l'effort autocentré est une idée de base du développement et le restera sans nul doute longtemps encore.

15. Le Gouvernement néerlandais a toujours appuyé les efforts déployés par les pays en voie de développement pour intensifier leur coopération, et c'est pourquoi il offre son assistance par le truchement des commissions économiques régionales.

16. La délégation néerlandaise appuie le projet de résolution mais interprète l'alinéa *d* du paragraphe 1 de façon que le dispositif qui y est prévu serve aussi bien les intérêts des pays consommateurs que ceux des pays producteurs, conformément aux paragraphes pertinents du rapport du Groupe de travail de l'examen et l'évaluation (A/C.2/L.1329).

17. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) demande que le projet de résolution soit mis aux voix et ne soit pas

adopté par consensus. Il rend hommage aux efforts des délégations qui ont cherché à mettre au point un texte de compromis, même s'ils n'ont pas été couronnés de succès. Il a pris bonne note des observations du représentant de la Guyane et appuie d'une façon générale l'objectif du projet de résolution. Pourtant, la délégation britannique a été déçue et surprise lorsque les auteurs ont jugé qu'ils ne pouvaient accepter ces amendements qu'elle avait proposés, dans un souci de justice et d'équité, d'apporter à l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif, pour qu'il y soit tenu compte non seulement des intérêts des producteurs, mais aussi des consommateurs, ainsi qu'à l'alinéa *e* du paragraphe 1 pour qu'y soit incluse une référence au respect du droit international. Ces amendements n'ayant pas été retenus, la délégation britannique sera dans l'obligation de s'abstenir lors du vote.

18. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) dit que, si le projet de résolution est mis aux voix, sa délégation demandera un vote séparé sur les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif.

19. M. OGISO (Japon) votera pour le projet de résolution. Il souligne toutefois qu'une intégration régionale ne doit pas avoir un caractère exclusif. D'autre part, il faut veiller à ce que les mesures ou arrangements prévus aux alinéas *b*, *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif ne lèsent pas les pays qui n'y sont pas parties.

20. M. GRANQVIST (Suède), prenant la parole au nom des délégations danoise, finlandaise, norvégienne et suédoise, dit que celles-ci voteront pour le projet de résolution, conformément à leur politique tendant à appuyer la coopération entre pays en voie de développement. Elles désireraient néanmoins formuler quelques remarques à propos du texte du projet. La première porte sur le dernier alinéa du préambule, qui contient des affirmations un peu trop catégoriques, et les délégations des quatre pays se refusent à en cautionner les détails. Deuxièmement, à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif, M. Granqvist dit que les pays qu'il représente estiment que les questions sur lesquelles portent cet alinéa doivent être résolues entre les pays producteurs et les pays consommateurs par des accords sur les produits de base. Certes, ces accords sont souvent difficiles à réaliser et il est légitime que les pays en voie de développement cherchent à coopérer pour renforcer leur pouvoir de négociation, mais cela ne signifie pas que toutes les formes de coopération soient appropriées.

21. M. SINARINZI (Burundi) dit que les pays développés ne cherchent qu'à assurer la continuité des liens qui existaient entre les métropoles et leurs colonies et renforcent la division du travail entre le centre et la périphérie. Il s'agit simplement pour eux de remplacer la métropole par un groupement de métropoles encore plus puissant, de polariser davantage les échanges des pays en voie de développement vers les pays développés et d'orienter dans ce sens le développement économique des pays en voie de développement en leur fournissant une aide multilatérale qui est assortie de conditions et par les services de leurs propres conseillers techniques. Le système de préférence en faveur des articles manufacturés des pays en voie de développement ne profite en définitive qu'aux monopoles occidentaux. Le développement extraverti n'est donc que le

développement du sous-développement et ne peut aboutir qu'à une dépendance extérieure cumulative. Pour obtenir une plus grande indépendance économique, il reste aux pays en voie de développement à se tourner vers l'effort autocentré dans un marché plus vaste, ce qui nécessite un dégagement à l'égard du marché international et du capital étranger et la formation d'un vaste ensemble économique par l'intégration réelle au niveau de toute la communauté africaine.

22. Le Burundi est favorable à un aménagement régional de l'espace économique reposant sur la spécialisation de chacun des Etats par le jeu des pôles de développement régional. L'Afrique possède déjà des industries de base susceptibles d'être des industries motrices, profitant au maximum des économies d'échelle et des économies externes. La coopération économique entre pays en voie de développement permettra l'intégration de tous les micromarchés existant actuellement et la modernisation du monde rural, en même temps que l'exploitation des immenses possibilités agricoles. La coopération économique entre pays en voie de développement permettra également une meilleure exploitation des ressources qui font actuellement l'objet de pillage international.

23. Compte tenu de ces considérations, la délégation burundaise trouve le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 adéquat et sans équivoque et votera pour celui-ci.

24. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que son pays a toujours été favorable à la promotion de la coopération économique entre pays en voie de développement et a déjà conclu un certain nombre d'accords de coopération avec d'autres pays en voie de développement. Les possibilités dans ce domaine sont nombreuses et la délégation turque votera pour le projet de résolution.

25. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation regrette de devoir s'abstenir sur le projet de résolution. Néanmoins, les Etats-Unis approuvent les objectifs de développement énoncés dans le projet et les remarques de sa délégation doivent être interprétées dans cette perspective. A propos du paragraphe 3 du dispositif, les Etats-Unis demeurent fidèles à l'engagement qu'ils ont pris en application du paragraphe 40 de la Stratégie internationale du développement.

26. La délégation des Etats-Unis approuve un grand nombre des principes énoncés dans le reste du projet de résolution, mais elle demeure sceptique devant les affirmations catégoriques qui figurent au septième alinéa du préambule et dans d'autres alinéas par référence à des déclarations et réunions auxquelles les Etats-Unis n'ont pas pris part. Les Etats-Unis prônent une approche pragmatique et constructive du rôle des groupements régionaux dans le processus de développement et de l'analyse des mesures précises du type de celles qui sont proposées au paragraphe 1 du dispositif, lesquelles ne doivent pas être justifiées uniquement par la contribution qu'elles apporteraient à la coopération régionale en soi.

27. Ainsi, en ce qui concerne l'alinéa *b* du paragraphe 1, les Etats-Unis pensent que les conséquences économiques des arrangements commerciaux préférentiels doivent être étudiées soigneu-

sement et ils s'élèvent contre toute interprétation du projet de résolution suivant laquelle les pays pourraient se croire autorisés à ne pas se plier à leurs obligations internationales, notamment celles qui leur sont imposées en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. De même, les Etats-Unis s'opposent à une interprétation doctrinaire de l'alinéa *d* qui, dans son texte actuel, ne correspond pas au paragraphe 46 du rapport du Groupe de travail (A/C.2/L.1329). Tout en étant favorables à des mesures appropriées pour défendre les prix des produits de base et l'accès aux marchés, les Etats-Unis sont fermement convaincus que les pays doivent étudier non seulement des arrangements entre producteurs et consommateurs adaptés à chaque cas particulier, mais également des mesures destinées à faire jouer les forces du marché favorables au développement, à aider les pays en voie de développement à renforcer leur capacité de production de produits alimentaires et à exploiter au maximum le potentiel de production des terres arables. Aucune disposition du projet de résolution ne doit préjuger en quoi que ce soit les délibérations de la Conférence mondiale de l'alimentation ou les négociations commerciales multilatérales du GATT.

28. Le droit inaliénable à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles dont il est question à l'alinéa *e* doit être exercé conformément à un ensemble de normes et d'obligations du droit international qui garantissent en même temps ce droit.

29. Pour conclure, M. Sanders dit que les Etats-Unis sont tout à fait favorables à la coopération économique entre pays en voie de développement ainsi qu'à une étude constructive et pragmatique des mesures de coopération du point de vue de leur influence sur le progrès des pays en voie de développement ainsi que sur l'ordre et le bien-être économiques du monde.

30. Le PRESIDENT annonce que les Emirats arabes unis, le Ghana et le Qatar se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1.

31. M. FIGUEROA (Chili) souligne l'importance des efforts que doivent déployer les pays non alignés pour promouvoir l'intégration et le commerce régionaux. La délégation chilienne se félicite de l'accent qui est mis sur la création d'un dispositif de défense des prix à l'exportation des produits de base. Elle estime d'autre part que le droit inaliénable à l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit être exercé conformément aux lois nationales.

32. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que son pays coopère traditionnellement aux programmes d'intégration régionale et sous-régionale tels que le Pacte andin ou l'Association latino-américaine de libre-échange. La coopération entre pays en voie de développement peut contribuer au développement et à la réalisation des buts de la Stratégie. Cette coopération sera d'autant plus importante que les pays légèrement plus avancés continueront à recevoir l'aide nécessaire pour mener à bien les programmes de coopération.

33. M. GATES (Nouvelle-Zélande) se félicite de pouvoir voter pour l'ensemble du projet de résolution. Néanmoins, certaines dispositions appellent quelques remarques. Le paragraphe 1 du dispositif se limite à la coopération entre pays en voie de développement. Or, les arrangements envisagés devront tenir compte des réalités du marché mondial et de l'intérêt des pays

consommateurs. Ils devront en outre obtenir l'assentiment de tous les pays producteurs, sinon les pays qui ne sont pas parties aux arrangements risqueraient de faire concurrence aux autres producteurs. Les accords sur les produits de base sont le meilleur moyen d'assurer la stabilité des prix et il ne faut avoir recours à un dispositif du genre de celui qui est suggéré à l'alinéa *d* que lorsque les prix doivent être défendus.

34. Le **PRESIDENT**, les explications de vote avant le vote étant terminées, invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1, tel qu'il a été révisé oralement.

35. M. **FLEMING** (Argentine) demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé à un vote par appel nominal sur l'alinéa d du paragraphe 1 du dispositif.

L'appel commence par la Roumanie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Japon.

Par 112 voix contre zéro, avec 9 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 1 du dispositif est adopté.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur l'alinéa e du paragraphe 1 du dispositif.

L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nor-

vège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Allemagne (République fédérale d'), Israël, Italie, Japon.

Par 116 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'alinéa e du paragraphe 1 du dispositif est adopté.

36. M. **FLEMING** (Argentine) dit que, si la Commission décide de ne pas procéder à un vote, il n'insistera pas pour qu'on vote par appel nominal. En revanche, si la Commission décide de voter, il maintient sa demande.

37. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide d'adopter le projet de résolution, tel qu'il a été révisé oralement, sans le mettre aux voix.

L'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1323/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

38. M. **ROUGE** (France), prenant la parole en explication de vote après le vote, dit que sa délégation a participé avec plaisir à l'adoption par consensus du texte présenté. Le Gouvernement français voit avec une vive sympathie les efforts de coopération régionale des pays en voie de développement et leur a déjà manifesté son appui, notamment à la deuxième et à la troisième session de la CNUCED.

39. La délégation française a néanmoins des réserves à formuler. Tout d'abord, elle tient à signaler que l'acceptation du dernier alinéa du préambule ne signifie pas que la France accepte dans toutes les parties toutes les déclarations visées au préambule. Enfin, à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1, la France estime que les dispositions arrêtées entre producteurs ne doivent pas permettre une fixation des prix par les seuls producteurs, mais faciliter les consultations avec les pays importateurs afin de fixer des prix stables et rémunérateurs, conformément à la résolution adoptée à la première session de la CNUCED. Cette position de principe s'appuie sur la position adoptée par

l'Organisation des Nations Unies il y a plusieurs années.

40. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus, en signe d'approbation des efforts déployés de concert par les pays en voie de développement pour améliorer leur niveau de vie.

41. A propos de l'alinéa *d* du paragraphe 1, M. Cavaglieri tient à souligner que les prix des produits de base doivent être non seulement rémunérateurs pour les producteurs mais également acceptables pour les consommateurs; c'est dans cet esprit que l'Italie a signé l'Accord international de 1972 sur le cacao. Quant au droit inaliénable à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, celui-ci doit s'exercer dans le cadre des dispositions pertinentes du droit international. Pour terminer, M. Cavaglieri précise que le vote favorable de la délégation italienne ne signifie pas qu'elle approuve le contenu des déclarations citées dans le projet et à l'élaboration desquelles l'Italie n'a pas participé.

42. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) se félicite de l'adoption du projet de résolution sans vote. Dans le domaine de la coopération économique et de l'assistance au développement, la politique de la République fédérale d'Allemagne consiste à encourager les efforts déployés par les pays en voie de développement, et il estime que les mesures proposées dans le dispositif constituent un pas dans la bonne direction.

43. La République fédérale s'est abstenue lors du vote des alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif et s'associe aux remarques faites par les représentants du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Elle aurait pu voter pour l'alinéa *d* si les auteurs avaient accepté d'y indiquer que les prix des produits de base devaient être équitables tant pour les consommateurs que pour les producteurs.

44. La République fédérale reconnaît le droit inaliénable des pays à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, mais, vu que son économie repose dans une large mesure sur la coopération économique avec un grand nombre de pays, elle estime qu'il est de la plus haute importance que ses investissements dans les pays en voie de développement soient garantis. Pour cela, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit s'exercer dans le cadre des dispositions pertinentes du droit international. Etant donné que les auteurs n'ont pu inclure cette précision dans leur texte, la délégation de la République fédérale s'est vue dans l'obligation de s'abstenir sur l'alinéa *e*.

45. M. CURTIN (Australie) s'associe au point de vue exprimé par le représentant de la Nouvelle-Zélande sur l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif.

46. M. FRANCK (Belgique) dit que, comme son gouvernement a toujours été partisan du renforcement de la coopération entre pays en voie de développement, sa délégation s'est jointe au consensus. Elle s'est toutefois abstenue sur les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif, car elle estime que les prix des produits de base doivent être fixés par accords passés entre pays producteurs et pays consommateurs de façon à leur assurer un caractère aussi équitable que possible.

47. M. KANE (Mauritanie) signale que sa délégation aurait voté pour les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du

dispositif si elle s'était trouvée dans la salle au moment du vote.

48. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution, étant bien entendu qu'il n'entraînera pas la violation des règlements du GATT et que, partout où des nationalisations auront lieu, des indemnités convenables seront versées. En outre, le Gouvernement grec ne s'estime pas lié par les textes cités dans le projet, à l'élaboration desquels il n'a pas participé.

49. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) rappelle que sa délégation a voté pour les alinéas *d* et *e* du paragraphe 1 du dispositif et signale qu'elle aurait voté pour l'ensemble du projet de résolution si celui-ci avait été mis aux voix. La délégation autrichienne partage en effet les points de vue des auteurs et approuve les mesures proposées dans le projet pour atteindre les buts recherchés. En ce qui concerne l'alinéa *d* du paragraphe 1, la délégation autrichienne l'interprète de la même façon que le paragraphe 48 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, paragraphe qui a été adopté par consensus.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite*) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (suite) [A/C.2/L.1328/Rev.1]**

50. M. SCHRAM (Islande) donne lecture d'un certain nombre d'amendements qui ont été proposés et qui seront incorporés dans le document A/C.2/L.1328/Rev.1 dont la parution est prévue dans l'après-midi. Il signale en outre que les délégations zairoise et équatorienne se sont portées coauteurs du projet de résolution ainsi révisé.

51. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) présente un amendement supplémentaire² au nom également des délégations de l'Algérie et de la République arabe syrienne. Il propose d'insérer entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif un nouveau paragraphe 3 ainsi conçu :

“3. Affirme que l'application du principe suivant lequel les nationalisations effectuées par les Etats en tant qu'expression de leur souveraineté pour sauvegarder leurs ressources naturelles implique qu'il appartient à chaque Etat de fixer le montant des indemnités éventuelles ainsi que les modalités de leur versement et que tout différend qui pourrait surgir doit être réglé conformément au droit national de chaque Etat qui prend des mesures de cet ordre”.

Cet amendement a pour but de rendre le projet de résolution plus complet en y faisant figurer un élément important de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, à savoir le principe de la nationalisation, qui est déjà appliqué par un grand nombre de pays. Ce principe est d'ailleurs mentionné au paragraphe 32 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, présenté au titre du point 46 de l'ordre du jour, paragraphe qui a été adopté par consensus.

52. Toutefois, cet amendement n'est pas dirigé contre les investissements étrangers en tant que tels. Le Gouvernement irakien accueille favorablement les in-

* Reprise des débats de la 1574^{ème} séance.

** Reprise des débats de la 1573^{ème} séance.

² Distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.1334.

vestissements privés qui concordent avec les objectifs de ses plans nationaux de développement, mais il estime que les Etats ont la faculté de procéder à des nationalisations donnant droit à compensation, si c'est là le seul moyen de sauvegarder leurs intérêts.

53. Le représentant de l'Irak souligne que cet amendement est repris de la Déclaration économique d'Alger, où il est dit notamment, à la section VII, que les Etats sont en droit de mettre tout en œuvre pour sauvegarder leurs intérêts. La délégation irakienne a informé les auteurs de cet amendement et a obtenu leur appui.

54. M. CABEZAS (Equateur) appuie le projet de résolution présenté par le représentant de l'Islande ainsi que les amendements proposés. La délégation équatorienne figure parmi les auteurs de ce projet de résolution, car elle y voit une initiative importante de la part de la communauté internationale pour éliminer les effets nuisibles de la situation actuelle. Certains pays font en effet pression sur d'autres pour les empêcher d'exercer leurs droits légitimes sur leurs ressources naturelles, en violation de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale et du principe fondamental établi à la troisième session de la CNUCED. D'autre part, le Conseil de sécurité a adopté à Panama, le 21 mars 1973, la résolution 330 (1973) dans laquelle, conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, il rappelle que la violation du droit inaliénable des Etats à la souveraineté sur leurs ressources naturelles constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le représentant de l'Equateur note avec satisfaction qu'au troisième alinéa du préambule on réaffirme le principe inviolable selon lequel chaque pays a le droit d'adopter le système économique et social qu'il juge le plus favorable à son développement. D'autre part, la délégation équatorienne approuve tout particulièrement le paragraphe 1 du dispositif, où sont réaffirmés les droits inaliénables des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles, ainsi que le paragraphe 4 qu'elle estime parfaitement justifié.

55. Comme l'a rappelé le Ministre des affaires étrangères de l'Equateur le 24 septembre lors de la discussion générale à l'Assemblée générale (2124ème séance plénière), l'Equateur n'a jamais cessé de dénoncer la façon dont les Etats-Unis d'Amérique ont utilisé la coopération internationale comme un élément de contrainte à l'égard des pays qui, dans l'exercice de leurs droits légitimes, ont saisi des navires de pêche opérant illégalement dans les eaux territoriales relevant de leur juridiction. Le Gouvernement équatorien s'élève contre ce genre de sanctions et souligne que ce comportement ne favorise guère l'établissement d'un climat international favorable.

56. Le projet de résolution à l'examen est donc particulièrement important à un moment où certains intérêts minoritaires cherchent à nier le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles et s'efforcent de profiter au maximum de ces ressources en ayant recours notamment à des mesures de représailles contre lesquelles la majorité des pays en voie de développement s'élèvent catégoriquement, ainsi que l'a démontré la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger.

57. Dans sa résolution 330 (1973), le Conseil de sécurité exhorte les Etats à prendre des mesures qui

leur permettent de mieux se défendre, tant sur le plan individuel que collectif, contre toute forme de sanctions et de contraintes qui pourrait être exercée contre eux en vue de les empêcher de prendre des mesures visant à préserver leurs ressources naturelles pour les mettre au service de leur développement.

58. Le représentant de l'Equateur rappelle que son gouvernement cherche à favoriser le développement et le bien-être de son peuple en utilisant de façon rationnelle et équitable les ressources naturelles dont il dispose et dont l'exploitation doit être garantie par la communauté internationale.

59. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) souscrit aux opinions exprimées par le représentant de l'Equateur et rappelle que le droit des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles est un droit inaliénable d'importance capitale pour les pays en voie de développement, étant donné que leur économie repose précisément sur l'exploitation de ces ressources. Il s'agit en outre d'une question d'actualité, puisque la communauté internationale semble parfois oublier l'existence de ce droit. La délégation péruvienne approuve donc l'ensemble du projet de résolution à l'examen, ainsi que l'amendement proposé par l'Irak. Il existe en effet en droit latino-américain un principe très répandu qui dit que, lorsqu'un problème surgit entre une société étrangère et le pays hôte, il appartient à celui-ci de régler le problème conformément à sa législation propre. Cela ne veut pas dire que les pays d'Amérique latine sont hostiles aux investissements étrangers, mais qu'ils entendent réagir contre le comportement néfaste de certaines sociétés étrangères. Compte tenu des précisions qu'elle vient de donner, la délégation péruvienne a tenu à figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

60. M. KANDE (Sénégal) estime que comme le projet de résolution à l'examen est très important et qu'en outre plusieurs amendements à ce projet ont été formulés, il conviendrait de donner aux délégations le temps d'y réfléchir.

61. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à faire quelques remarques sur l'amendement proposé par le représentant de l'Irak. A son avis, cet amendement met en jeu un élément fondamental du principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles : le droit à la nationalisation. A la deuxième Commission, au Conseil économique et social et au Comité des ressources naturelles, la délégation soviétique a plusieurs fois attiré l'attention sur l'insuffisance des mesures prévues dans les rapports ou les résolutions pertinentes pour garantir aux pays leur droit de nationaliser les richesses qui leur appartiennent. L'amendement proposé par l'Irak, tel qu'il est libellé, a l'avantage de corriger ce défaut. Son adoption aiderait considérablement les pays en voie de développement et influencerait favorablement sur les travaux ultérieurs de l'Organisation.

62. Pour ces raisons, la délégation soviétique appuie sans réserve l'amendement en question et demande qu'il soit incorporé au projet de résolution.

63. Le PRESIDENT signale que la délégation guyanaise désire se joindre aux auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 13 h 5.